

**Pierre Buhler<sup>1</sup>**

## ***PUISSANCE ET DÉMOGRAPHIE***

Le 17 octobre 2006 naissait, quelque part aux Etats-Unis, le 300-millionième citoyen américain. Né en 1967, le 200-millionième avait été un Américain d'origine chinoise, choisi par le *Census Bureau*. Celui-ci n'a, 41 ans plus tard, sélectionné aucun bébé né ce jour-là, mais il est probable qu'il a vu le jour dans une famille hispanique, peut-être d'immigrés clandestins. Le franchissement de ce seuil symbolique met en lumière un double fait : d'abord les Etats-Unis sont le seul des pays développés à afficher un taux de fécondité de 2,1 enfants par femme, qui correspond au minimum nécessaire pour assurer le remplacement des générations. Ensuite, l'accroissement annuel, de 2,6 à 2,7 millions d'individus par an, provient pour un bon tiers de l'immigration, inscrite dans le pacte fondateur de l'Amérique et qui reste au coeur du projet politique de la première puissance du monde.

« La démographie, c'est la destinée ». Cette formule lapidaire, forgée par les démographes et économistes américains pour décrire le cas des Etats-Unis, peut cependant s'appliquer indifféremment à tout groupe humain, à commencer par le plus nombreux, le genre humain dans sa totalité. Sa vitalité ne laisse pas d'étonner : la population mondiale n'a crû que de quelque 50 % au XVIII<sup>e</sup> siècle, de 78 % au XIX<sup>e</sup> siècle, mais a quasiment quadruplé au siècle suivant (+ 267 %). Un doublement s'est produit en moins de deux générations - de 2,5 à 5 milliards - entre 1950 et 1987.

Si la démographie, c'est la destinée, c'est aussi la politique. Elle est « *une des composantes majeures de ce que l'on appelait autrefois l'arithmétique politique* », observe le démographe français Jean-Claude Chesnais, « *elle est aussi une statistique morale car elle permet de mesurer le degré d'intégration ou de désintégration d'une société. Elle est la biologie des nations ; elle mesure le potentiel de croissance ou de décroissance, d'expansion ou de récession des groupes humains, des civilisations ou des religions* »<sup>1</sup>.

Discipline scientifique par sa méthode et son objet, la démographie

---

<sup>1</sup> Pierre Buhler – ENA, HEC, INALCO - est Professeur associé à Sciences Po.

manie des concepts à forte charge émotionnelle : la fécondité et la reproduction, le vieillissement, l'immigration. Elle sert de caution aux discours alarmistes et aux projections catastrophistes. Elle alimente les fantasmes, les peurs et les thèses du déclin. Les rythmes et les processus démographiques dépassent, par leur lenteur, l'horizon politique immédiat des sociétés et des Etats, mais la « tectonique des plaques » démographique, en façonnant imperceptiblement la distribution mondiale de la population, affecte aussi celle de la puissance.

## **La puissance et le nombre**

Tous les auteurs classiques des relations internationales, de Morgenthau à Aron, ont recensé le facteur démographique comme une des composantes majeures de la puissance, tout en faisant justice à la complexité de la chaîne de causalité. Il est sans doute difficile de contester le postulat de Morgenthau lorsqu'il observe qu'on ne peut certes « *considérer un pays comme très puissant parce que sa population est supérieure à celle de la plupart des autres pays, mais il reste vrai qu'aucun pays ne peut rester ou devenir une puissance de premier rang s'il ne fait pas partie des nations les plus peuplées de la terre* »<sup>2</sup>. De cette relation l'histoire a cependant produit des illustrations contradictoires.

L'accession de la Grande-Bretagne à son statut inégalé de puissance mondiale au XIX<sup>e</sup> siècle était étroitement liée à une forte croissance démographique : sa population a été multipliée par plus de trois entre 1800 et 1900, passant de 11 à 37 millions tout en produisant un flux d'émigration de l'ordre de 8 millions d'individus, vers les nouveaux mondes et les colonies. Cette croissance, due à une chute de la mortalité sans chute de la fécondité, a fortement stimulé la Révolution industrielle. Par contraste, la France, trois fois plus peuplée, du temps de Louis XIV, que l'Angleterre, s'est retrouvée affaiblie par une baisse de la fécondité au XVIII<sup>e</sup> siècle, prélude à un autre déséquilibre, qui allait se révéler brutalement avec l'achèvement de l'unité allemande : alors que les populations française et allemandes étaient de tailles sensiblement égales au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le rapport s'établira, à la fin de ce siècle, à 15 Allemands pour 10 Français.

Les puissances ascendantes qui ont, au XX<sup>e</sup> siècle, disputé aux vieilles nations européennes la suprématie politique et militaire - et qui ont incontestablement dominé ce siècle - s'appuyaient elles aussi sur une forte croissance démographique. De 9,6 millions d'habitants en 1820, la population américaine passe ainsi à 23 millions en 1850, à 76 millions au tournant du siècle pour atteindre les 123 millions en 1920. Quant à la Russie tsariste, elle passe en l'espace de deux siècles, entre Pierre le Grand et Nicolas II, de 20 à 100 millions de sujets.

Mais il s'agit là de constats empiriques, formulés *ex post* et qui ne permettent pas de conclure à une relation mécanique, de cause à effet, entre potentiel démographique et puissance. Depuis l'Antiquité, observait Raymond Aron, « *les plus vastes empires ont pu être édifiés à partir d'une*

*base étroite, qu'il s'agisse de Rome, des Arabes ou des Mongols* »<sup>3</sup>. De fait, depuis les Normands à la création d'Israël, en passant par les *conquistadors* ou la Prusse du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'histoire montre qu'il n'est pas nécessaire d'être nombreux pour être puissant. Si le nombre n'est pas une condition nécessaire de la puissance, il n'est pas davantage une condition suffisante : la masse humaine que formait la Chine au XIX<sup>e</sup> siècle ne l'a pas empêchée d'être mise à genoux par les puissances européennes et le Japon.

Il reste que les gouvernants voient dans la population une composante indispensable du renforcement ou de la préservation de la puissance. « *Si ce pays veut préserver sa position éminente dans la direction du monde* », déclarait, en pleine guerre, Churchill à la BBC, « *et survivre comme une grande puissance capable de résister aux pressions extérieures, notre peuple doit être encouragé à tout prix à avoir des familles plus nombreuses* »<sup>4</sup>. Ce n'est pas à d'autres mobiles qu'obéissait la politique nataliste d'un de Gaulle qui voyait dans la vitalité de la démographie un élément-clef de la grandeur de la France. Et c'est pour des raisons analogues que Mao était hostile au contrôle des naissances<sup>5</sup> - comme du reste les dirigeants vietnamiens, confrontés à la menace chinoise. Que l'Iran de Khomeiny a rapidement abandonné la politique existante de planning familial au profit d'une politique nataliste qui fera partie intégrante de l'effort de résistance dans la guerre avec l'Irak. Ou encore que les Palestiniens recourent, dans leur lutte contre Israël, à ce qui est quelquefois appelé l'« arme démographique » : une « fécondité de combat », selon l'expression d'Emmanuel Todd, « *qui a d'ailleurs sa contrepartie dans la forte natalité des Juifs d'Israël* »<sup>6</sup>.

## **Une nouvelle géographie des populations**

Se conjuguant à des populations initialement déjà nombreuses dans certaines parties du monde, le décalage dans les calendriers des transitions démographiques bouleverse la distribution des masses humaines. Entre 1950 et 2000 la mutation est spectaculaire. Elle concerne d'abord les grandes régions du monde. Alors que 55 % de l'humanité vivait sur le continent asiatique en 1950, cette proportion culmine à 60 % au tournant du siècle et est destinée à retomber à 58 % en 2050. Mais la relative stabilité de ce taux cache un basculement interne entre l'Extrême-Orient, dont la part dans la population mondiale ne cesse de baisser - de 27 à 18 % entre 1950 et 2050 - et le sous-continent indien, qui progresse de 20 à 28 % sur la même période. L'Afrique affiche la plus forte croissance observée durant le dernier quart de siècle (de 416 à 812 millions entre 1975 et 2000) et devrait connaître une progression de même ampleur entre 2000 et 2025 (de 812 à 1344 millions), passant de 9 à 21 % de la population mondiale entre 1950 et 2050 et atteignant alors le seuil des 2 milliards d'habitants.

Le bouleversement le plus marqué est cependant la contraction démographique du « monde européen », c'est-à-dire du continent européen et de ses projections dans le nouveau monde - les Amériques et l'Océanie -

passant du sixième au tiers du peuplement de la planète entre les Grandes Découvertes et 1930, où cette proportion a atteint son apogée, avant d'amorcer une décrue lente et inexorable. Mais il n'y pas lieu de fondre en un seul agrégat l'ensemble des populations d'origine européenne : si l'Amérique Latine fournit une part sensiblement constante de la population mondiale (7 % en 1950, 9 % en 2000 et 2050), tel n'est pas le cas de l'Amérique du Nord (7 % en 1950, 5 % en 2000 et 4 % en 2050) ni de l'Europe, qui, avec la Russie, formait 22 % de l'humanité en 1950, mais 12 % seulement en 2000 et 7 % en 2050.

#### EVOLUTION DE LA POPULATION MONDIALE PAR GRANDES RÉGIONS

	1950	(%)	2005	(%)	2025	(%)	2050	(%)
Afrique	224	(9)	906	(14)	1 344	(17)	1 937	(21)
Asie	1 396	(55)	3 905	(60)	4 728	(60)	5 217	(58)
<i>dont: Asie orientale</i>	671	(27)	1 524	(24)	1 651	(21)	1 587	(18)
<i>dont: Asie du sud</i>	496	(20)	1 610	(25)	2 098	(27)	2 495	(28)
<i>dont: Asie du sud-est</i>	178	(7)	556	(9)	678	(9)	752	(8)
Europe	547	(22)	728	(11)	703	(9)	653	(7)
Amérique Latine	167	(7)	561	(9)	697	(9)	783	(9)
Amérique du nord	172	(7)	331	(5)	388	(5)	438	(5)
<b>Monde</b>	<b>2 519</b>	<b>(100)</b>	<b>6 465</b>	<b>(100)</b>	<b>7 905</b>	<b>(100)</b>	<b>9 076</b>	<b>(100)</b>

Source : *World Population Prospects : The 2004 Revision*, Nations Unies, New York.

Ce ne sont pas, cependant, les régions, mais les Etats qui sont le siège de la puissance. Le bouleversement de la distribution de la population est là aussi impressionnant, marqué par « *le déclasserment des vieilles nations européennes, comme l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume Uni* »<sup>7</sup>. Alors qu'en 1950, ces quatre pays figuraient parmi les dix premières « puissances démographiques » du monde, un demi-siècle plus tard, aucun ne figure plus dans un groupe qui ne compte plus désormais que des pays de plus de 100 millions d'habitants. L'Allemagne, dont la puissance a pendant des décennies inquiété l'Europe, est passée du 7<sup>e</sup> au 14<sup>e</sup> rang mondial. Elle fut le premier des pays développés à voir son taux de fécondité tomber en dessous du seuil de remplacement des générations, une situation aggravée par l'apport d'une Allemagne de l'Est qui a battu, avec 0,8 enfant par femme pendant les premières années suivant la réunification, le record du monde d'infécondité. Et si le taux de fécondité actuel - 1,3 enfant par femme - devait s'inscrire dans la durée, l'Allemagne serait vouée à connaître, sauf recours à une immigration massive, une diminution sans appel de sa population - de 83 à 72 millions entre 2005 et 2050.

Tous les pays d'Europe affichent des taux de fécondité inférieurs au seuil de remplacement des générations, se dispersant autour d'une moyenne de 1,4 - alors que cette moyenne avoisinait 1,9 au début des années 80 - avec des taux de 1,2 à 1,3 pour, outre l'Allemagne, les pays méditerranéens. Dans l'hypothèse où ces taux resteraient durablement aussi bas, c'est à une diminution substantielle de population que doivent s'attendre des pays comme l'Italie ou l'Espagne. L'élargissement à 25 de l'Union Européenne n'a produit aucun retournement de tendance : car même s'ils représentent un apport arithmétique de 74 millions d'individus, relevant de 380 à 454 millions la population totale de l'UE, les pays ex-communistes apportent à celle-ci des taux de fécondité inférieurs encore à ceux d'Europe méridionale. Seule consolation pour l'Europe, les taux de fécondité sont un peu plus élevés en France (1,9 en 2005), dans les pays scandinaves (1,8) et en Grande-Bretagne (1,7) : avec l'appoint de l'immigration, mais aussi grâce à une pyramide des âges favorable, ces pays, ne devraient pas voir diminuer leur population.

Autre puissance qui a terrorisé l'Europe - et l'Amérique -, la Russie n'est plus, sur le plan démographique, que l'ombre de ce qu'elle était il y a encore 15 ans à peine. Amputée d'abord, par l'effondrement de l'Union soviétique, d'une partie de son empire et ramenée en un instant de 288 à 148 millions d'habitants, la Russie a amorcé une glissade de diminution en valeur absolue avec, à partir du début des années 90, une détérioration subite de la mortalité, notamment masculine, une diminution corollaire de l'espérance de vie et une chute de la natalité, déprimée par une fécondité de 1,25 enfant seulement par femme en 2001, générant un ratio de 170 décès pour 100 naissances. A taux de fécondité inchangé, la population se contracterait de 143 millions en 2005 à 126 en 2025 et 98 en 2050<sup>8</sup>.

Handicapé par une pyramide des âges également défavorable, le Japon est victime d'une contraction similaire. Passé dès le début des années 70 au-dessous du seuil de remplacement des générations, le taux de fécondité japonais est tombé à 1,3 en 2001. Et si la population a pu continuer de croître, c'est grâce à une performance sanitaire remarquable, qui permet à ce pays d'afficher la plus grande longévité du monde. Là aussi un maintien aux niveaux actuels des taux de fécondité dessine la perspective d'une décroissance de la population, vouée à passer de 128 à 103 millions entre 2005 et 2050.

Concomitamment s'invitent sur la scène mondiale les nouveaux géants démographiques du XXI<sup>e</sup> siècle. La Chine et l'Inde, qui cumulent d'ores et déjà 40 % de la population de la planète - l'Inde étant d'ailleurs vouée à dépasser la Chine vers 2030 - ouvrent une longue liste de pays appelés à dépasser la centaine de millions d'habitants en 2050.

La puissance ne se laisse pas, cependant, enfermer dans une relation mécanique avec un agrégat statistique de population. « *On ne peut pas définir la société à partir des masses d'hommes, ni à partir des populations* », constate le démographe Hervé Le bras, « *Bodin se trompait,*

*il n'y a pas de richesse que d'hommes. La véritable richesse réside dans l'organisation sociale, dans l'architecture des liens que les hommes, ces animaux sociaux, parviennent à établir pour vivre ensemble »<sup>9</sup>.*

**CLASSEMENT PAR ORDRE DÉCROISSANT DE TAILLE (EN 2005) DES PAYS SUSCEPTIBLES  
DE DÉPASSER 100 MILLIONS D'HABITANTS EN 2050**  
(EN MILLIONS)

	<b>1950</b>	<b>2005</b>	<b>2025</b>	<b>2050</b>
1. Chine	555	1316	1471	1 392
2. Inde	358	1103	1352	1 593
3. Etats-Unis	158	298	347	395
4. Indonésie	80	223	273	285
5. Brésil	54	186	219	253
6. Pakistan	37	158	251	305
7. Russie	103	143	126	112
8. Bangladesh	42	142	211	243
9. Nigeria	33	132	203	258
10. Japon	84	128	124	112
11. Mexique	28	107	130	139
12. Vietnam	27	84	106	117
13. Philippines	21	83	107	127
14. Ethiopie	18	77	113	170
15. Egypte	22	74	95	126
16. Turquie	21	73	87	101
17. Iran	17	70	99	102
18. Congo (RDC)	12	58	115	177
<b>Monde</b>	<b>2 519</b>	<b>6 465</b>	<b>7 905</b>	<b>9 076</b>

Source : *World Population Prospects : The 2004 Revision*, Nations Unies, New York.

### **Démographie et économie**

Démographie et économie sont liées par une relation complexe qui continue d'animer les controverses entre experts. Une veine constante a été nourrie par le postulat malthusien d'une capacité physique finie de l'écosystème à supporter une population dont la croissance ininterrompue crée des pénuries et des effets de seuil ravageurs. Certains économistes ont établi des corrélations négatives entre croissance démographique et

développement économique, tandis que d'autres ont pris le contre-pied de ces analyses en faisant observer qu'en changeant les paramètres des modèles économétriques on peut aboutir à des conclusions parfaitement opposées.

Force est de constater, empiriquement, que les prophéties d'inspiration malthusienne ne se sont pas réalisées. Le quasi-quadruplement de la population mondiale pendant le XX<sup>e</sup> siècle a engendré non pas un appauvrissement, mais au contraire un accroissement de la production, multipliée par quatorze entre 1900 et 1992<sup>10</sup>. Une fois retirée l'incidence de l'augmentation de la population mondiale, ce chiffre révèle une multiplication par près de quatre, en un siècle, du PIB par habitant, un progrès qui n'a pas de précédent historique. Une telle croissance n'est d'ailleurs pas sans conséquences sur l'environnement et l'on mesure d'ores et déjà les effets des grandes altérations - réchauffement climatique, déforestation, pollutions de toutes natures, épuisement de ressources non renouvelables, telles que les combustibles fossiles... - engendrées, en Asie notamment, par l'activité humaine.

Ce qui importe, cependant, ne sont pas les moyennes, mais les évolutions différentielles entre grandes régions et surtout entre Etats, à la faveur des décollages économiques successifs qu'ont connus les nations asiatiques. Le modèle de capitalisme « encadré » par l'Etat embrassé par les « quatre dragons » asiatiques (Hong Kong, Singapour, Taiwan, Corée du Sud) a fait école dans la région, avec la Malaisie, l'Indonésie et la Thaïlande, mais aussi des Etats de culture fortement étatiste, comme l'Inde et la Chine, qui ont tous enregistré des résultats spectaculaires de croissance du PIB par habitant<sup>11</sup>. En Afrique noire, en revanche, cet indicateur stagne désespérément.

Au total, donc, il apparaît que nombre de pays qui ont parachevé leur transition démographique sont aujourd'hui dans une phase de leur développement qui permet une croissance économique accélérée, significativement supérieure à celle des économies avancées. Causes et effets en sont d'ailleurs intimement mêlés : révolution sanitaire et révolution contraceptive vont aujourd'hui de pair, l'alphabétisation des femmes est concomitante avec le contrôle de la fécondité<sup>12</sup>. Et un phénomène fréquemment avancé par les économistes et démographes est celui du « bonus démographique », défini par un rapport entre actifs, nombreux, et inactifs, relativement peu nombreux, favorable à des comportements d'accumulation et d'investissement. Encore faut-il que l'économie soit structurellement en mesure de valoriser ce « bonus ». C'est le cas, aujourd'hui, en Asie.

Par contraste, les pays développés de longue date subissent, lorsque leur natalité est faible, les effets délétères d'un vieillissement rapide de la population, mesurables par deux indicateurs : le ratio de dépendance et l'âge médian. Le premier, donné par le rapport entre les effectifs de plus de 64 ans et ceux d'âge actif (15-64 ans), exprime la charge spécifique qui pèse sur les actifs, notamment dans les pays à régime de retraite par répartition. Là aussi

l'Italie vient en tête, avec un ratio de 30 % en 2005, appelé à croître jusqu'à 49 % en 2030 et 69 % à l'horizon 2050. Le Japon est sur une trajectoire similaire, où ce ratio passerait de 30 à 71 % entre 2005 et 2050. En fait, l'âge moyen de fin d'activité étant plutôt de 60 ans dans la plupart des pays développés, notamment européens, certaines études retiennent cet âge comme ligne de partage : le ratio de dépendance atteint alors des niveaux prospectifs vertigineux, passant de chiffres compris entre 35 et 40 en 2000 à des taux compris entre 99 à 103 % à l'horizon 2040 pour l'Espagne, le Japon et l'Italie<sup>13</sup>, soit un retraité par adulte d'âge actif.

Cette perspective, partagée à des degrés variables par tous les pays industrialisés, est lourde de conséquences pour les équilibres économiques, d'autant plus qu'elle dessine une proportion croissante, dans ce groupe d'âge, du « quatrième âge », beaucoup plus consommateur de services de santé et liés à la dépendance. Le fardeau croissant, de ce fait, sur les transferts sociaux pèsera de plus en plus sur un appareil de production lui-même handicapé par la décroissance en valeur absolue - sauf immigration de niveau très significatif - de la population active. L'OCDE a évalué le « manque à croître » lié à ce dernier facteur à 0,4 % par an entre 2000 et 2025 dans les économies de l'Union européenne et à 0,7 % pour le Japon<sup>14</sup>.

L'autre indicateur, qui donne une bonne idée de la « jeunesse » d'une population, est celui de l'âge médian, c'est-à-dire l'âge qui divise cette population en deux parts d'effectifs égaux. Là aussi les différentiels de fécondité impriment leur marque. Grâce au *baby boom* constaté dans le monde occidental dans les années d'après-guerre et au *baby boom* secondaire qui a suivi une génération plus tard, l'âge médian dans cette partie du monde est aujourd'hui compris entre 35 et 40 ans (36 aux Etats-Unis, 39 en Europe). Mais la divergence des taux de fécondité aboutit, si les tendances actuelles se prolongent, à creuser l'écart : selon le démographe américain Bill Frey, cet écart, aujourd'hui de trois ans, avoisinerait en 2050 près de 17 ans, lorsque l'âge médian des Européens sera de 52,7 années et celui des Américains de 36,2 années seulement<sup>15</sup>.

Sans doute les variables démographiques ne peuvent-elles à elles seules expliquer les différentiels de croissance, mais lorsque des politiques publiques efficaces sont greffées sur une structure de population favorable, l'industrialisation s'accélère, les taux de croissance se rapprochent durablement de 10 % - voire dépassent ce seuil - et la répartition mondiale des richesses en est affectée. Les chiffres révèlent certes la persistance d'une profonde disproportion au profit des pays industrialisés, qui, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, génèrent 80 % du PIB mondial en valeur monétaire. Mais une correction de ces agrégats par les parités de pouvoir d'achat<sup>16</sup> produit une image différente : les pays industrialisés ne « pèsent » plus, alors, que 55 % du PIB mondial, et les pays en développement, étalonnés à 20 % du PIB monétaire, passent à 45 % du PIB en parités de pouvoir d'achat.

**LES 15 PREMIÈRES ÉCONOMIES DU MONDE : PIB MONÉTAIRE ET PIB CONVERTI EN PARITÉS DE POUVOIR D'ACHAT, EN 2005**  
(EN MILLIARDS DE DOLLARS)

<b>PIB MONÉTAIRE</b>		<b>PIB EN PPA</b>	
1. Etats-Unis	12 450	1. Etats-Unis	12410
2. Japon	4 510	2. Chine	8 570
3. Allemagne	2 780	3. Japon	3 940
4. Chine	2 230	4. Inde	3 820
5. Royaume Uni	2 190	5. Allemagne	2 420
6. France	2 110	6. Royaume Uni	1 930
7. Italie	1 720	7. France	1 830
8. Espagne	1 120	8. Italie	1 670
9. Canada	1 110	9. Brésil	1 630
10. Brésil	800	10. Russie	1 560
<b>Zone euro</b>	<b>9 810</b>	<b>Zone euro</b>	<b>9 040</b>
<b>Monde</b>	<b>44 380</b>	<b>Monde</b>	<b>51 800</b>

Source : Base de données *Quick reference* de la Banque Mondiale.

Ces différentiels de taux de croissance entre les « vieux » pays industrialisés et les « nouveaux pays industrialisés » continueront, à terme, de produire leurs effets. Selon des projections de la Banque Mondiale, la Chine dépasserait en 2020 le PIB des Etats-Unis, l'Inde et l'Indonésie talonneraient le Japon, tandis que la Corée du Sud et la Thaïlande devanceraient la France. Il faut bien sûr traiter avec précaution ces extrapolations, compte tenu de l'incertitude qui s'attache à leur méthode même. Mais un constat s'impose d'évidence, celui de la montée en puissance irrésistible de l'Asie, non pas tant du Japon - dont le potentiel démographique déclinant ne permet guère d'attendre de prouesses - que des géants démographiques du continent. Jaugées avec une condescendance vaguement apitoyée lorsqu'ils n'étaient encore que cela, la Chine et l'Inde s'imposent naturellement dans l'arène dès qu'elles ont su transformer cette faiblesse en force.

### **La montée en puissance de l'Asie<sup>17</sup>**

Affectant le socle économique de chaque nation, ces tendances lourdes déterminent les termes de la redistribution de la puissance dans le monde. D'abord sur le plan des outils de défense, imperceptiblement façonnés par l'impact du vieillissement. Il est très probable en effet qu'une part croissante d'une richesse produite par une population active moins nombreuse sera

allouée au financement des retraites, des dépenses de santé et du service d'une dette croissante, au détriment de budgets de défense d'ores et déjà ramenés, dans la plupart des pays d'Europe, à des niveaux étiques. On voit mal, en effet, une société structurellement âgée acquiescer, en l'absence d'une menace visible et tangible, à des accroissements significatifs de dépenses militaires, et sacrifier son niveau de vie. Le fossé est donc appelé à se creuser davantage encore entre les budgets de défense des Etats-Unis et ceux de leurs alliés européens.

Une variable d'ajustement est formée par les migrations, déterminées largement par les rapports entre offre et demande de main-d'oeuvre. Mais là aussi, le différentiel est patent entre un pays d'immigration traditionnelle comme sont les Etats-Unis et la plupart des pays de l'Union européenne, ou, plus encore, le Japon et la Russie, réticents à ouvrir leurs frontières et à intégrer de nouveaux arrivants, du moins dans des proportions de nature à affecter les paramètres démographiques. Seule une acceptation pleine et entière, par ces nations en cours de vieillissement rapide, de l'inéluctabilité de l'immigration et des politiques volontaristes dans ce sens, notamment pour attirer de la main-d'oeuvre hautement qualifiée, peut réduire ce différentiel, sans espérer l'annuler et encore moins l'inverser.

Enfin, lorsqu'on raisonne en termes de « tectonique démographique », le fait saillant est le déplacement vers l'Asie du centre de gravité du monde, par l'effet conjugué des masses humaines en jeu et de l'entrée, durant le demi-siècle écoulé, de plus en plus de pays asiatiques dans un cycle de croissance. Infligeant un démenti à ceux qui, comme Gunnar Myrdal, prix Nobel d'économie, voyaient ce continent condamné au sous-développement. Et vérifiant, dans le cas de la Chine et de l'Inde, la théorie dite de la « transition de puissance », formulée il y a un demi-siècle par le politologue américain A.F.K. Organski. Celui-ci avait constaté que « *au fur et à mesure que chaque pays entre dans le processus d'industrialisation (...) il amorce un sprint soudain dans la course à la puissance, laissant loin derrière les pays qui ne se sont pas encore industrialisés et comblant la distance avec les pays qui se sont industrialisés avant lui. S'il s'agit d'un pays originellement de grande taille, son sprint peut bouleverser l'ordre international* »<sup>18</sup>.

D'autres pays ont, en Asie, achevé leur *sprint*, le Japon, dans sa phase militariste d'abord, puis dans sa phase pacifiste, la Corée du sud aussi. Mais la montée en puissance des deux géants démographiques d'Asie est d'une toute autre ampleur. S'ajoutant à l'accession à la prospérité d'autres nations asiatiques, ce phénomène transforme les rapports de force dans le monde. Et remet en cause la suprématie de cet ensemble formé par les Etats-Unis et l'Europe, sous le nom d'Occident, un ensemble de valeurs et de normes qui, portées par le leadership américain, s'était imposé partout comme la clé d'accès à la modernité politique et économique. C'est cette capacité à inventer l'avenir, cette légitimité pour en définir les termes de référence que l'ascension de l'Asie remet aujourd'hui en cause.

Si l'Ouest est destiné à voir s'éroder sa suprématie, le processus affecte différemment les Etats-Unis et l'Europe. Ce n'est pas le statut de puissance à vocation mondiale que les puissances asiatiques émergentes vont disputer aux Etats-Unis, ni individuellement ni même sur le mode de la coalition : les nouveaux venus ont entre eux suffisamment de conflits d'intérêts pour que les Etats-Unis aient largement les moyens, à l'instar de l'Angleterre impériale, de prévenir la formation de coalitions hostiles, voire de se rendre indispensables dans la préservation des équilibres stratégiques régionaux. Mais l'Asie est appelée à devenir, pour la projection de la puissance américaine, un terrain de plus en plus difficile, à mesure que se renforcera la contestation de sa légitimité à étendre à ce continent sa prétention à exercer le leadership du monde civilisé. S'agissant d'une région qui regroupe 60 % de l'humanité et, probablement, bientôt la moitié de la richesse produite dans le monde, ce *caveat* n'est pas anodin.

Même si elle ne tient plus, depuis plus d'un demi-siècle, les premiers rôles vis-à-vis de l'Asie, l'Europe sera vouée à partager avec l'Amérique le calice de ce « déclin de l'Occident » annoncé, quoiqu'il ne se présente pas sous les formes qu'ils avaient prévues, par un Spengler ou un Toynbee. C'est plutôt, dans le cas de l'Europe, au-delà de la perte d'influence relative dans le monde, l'assise même de la puissance qui est corrodée par sa propre contraction démographique et ses effets secondaires : vieillissement, introversion, rétrécissement de la base fiscale et économique, érosion de l'esprit de défense sont autant de variables qui affectent négativement à la fois les préférences collectives qui animent la volonté de puissance et le socle de celle-ci. Et ce n'est pas tant par rapport à l'Asie que par rapport aux Etats-Unis que l'Europe risque, si ces tendances ne s'inversent pas, d'enregistrer un effacement relatif.

La démographie relève de cette « longue durée » braudélienne qui façonne, sous l'écume de l'agitation humaine, le temps et l'espace du monde. Rebelle aux entreprises d'« ingénierie », obéissant à des lois que l'esprit humain n'est toujours pas arrivé à déchiffrer, elle figure néanmoins au coeur de ce « rapport humain » qu'est la puissance. Les dynamiques qui l'affectent pétrissent sans cesse ce matériau dont se muscle la puissance. « *Certes, il faut des hommes pour faire des sociétés comme il faut des pierres pour faire des palais* », observait Hervé Le Bras, « *mais la qualité d'une architecture ne dépend pas du nombre de pierres utilisées* »<sup>19</sup>. Il est difficile d'en disconvenir, mais lorsque le nombre est transformé par la qualité, lorsque la qualité rencontre le nombre, la face du monde en est changée.

**NDA** : Cet article est une adaptation, mise à jour, d'un article paru sous le titre « Puissance et démographie : la nouvelle donne », dans l'*Annuaire Français de Relations Internationales*, Bruylant, 2004, accessible à l'adresse suivante : [http://coursenligne.sciences-po.fr/pierre\\_buhler/demographie.pdf](http://coursenligne.sciences-po.fr/pierre_buhler/demographie.pdf)



- <sup>1</sup> Jean-Claude Chesnais, « Démographie et stratégie : le crépuscule de l'Occident », *Défense Nationale* n° 4, 1996, pp. 69-77.
- <sup>2</sup> Hans Morgenthau, *Politics Among Nations ; the Struggle for Power and Peace*, Knopf, New York, 1985, p. 142
- <sup>3</sup> Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, Paris, 1962, p. 219.
- <sup>4</sup> Adresse radiodiffusée du 22 mars 1943, citée par H. Morgenthau, op. cit. p. 146.
- <sup>5</sup> Avant d'y être forcé, sous la pression de Zhu-En-Lai, suite à la famine causée par le « Grand Bond en avant » et de verser dans un malthusianisme accentué, à partir de 1979, par la « politique de l'enfant unique ».
- <sup>6</sup> E. Todd, *Après l'Empire ; essai sur la décomposition de l'empire américain*, Gallimard, 2002, p. 43.
- <sup>7</sup> J.-C. Chesnais, *Les grands ensembles transnationaux : cultures, économies, langues et religions*, in J.-C. Chesnais, J.-C. Chasteland, *La population du monde, Géants démographiques et défis internationaux*, Les Cahiers de l'INED, Paris, 2002, p. 436.
- <sup>8</sup> Ibid. p. 47.
- <sup>9</sup> Hervé Le Bras, *L'adieu aux masses ; démographie et politique*, L'aube, Paris, 2002, p. 87.
- <sup>10</sup> Angus Maddison, *Monitoring the World Economy, 1820-1992*, OCDE, Paris, 1995.
- <sup>11</sup> 168 % entre 1980 et 1997 pour la Thaïlande, soit environ 6 % par an, 169 % pour la Chine, 103 % pour l'Indonésie, 77 % pour l'Inde. Toutes ces données reflètent la croissance du PIB par habitant en dollars 1988 convertis en parités de pouvoir d'achat. *Ibid.* p. 697.
- <sup>12</sup> E. Todd, op. cit. p. 39.
- <sup>13</sup> Richard Jackson, Neil Howe, « The 2003 Aging Vulnerability Index », *CSIS and Watson Wyatt Worldwide*, Washington D.C., mars 2003, p. 3. ([www.csis.org](http://www.csis.org)).
- <sup>14</sup> Rapport « International Security and the Aging Crisis ; A White Paper on Defense for the Global Aging Initiative », *CSIS*, Washington D.C., décembre 2000, p. 4-5.
- <sup>15</sup> « Half a billion Americans ? », *The Economist*, 22 août 2002.
- <sup>16</sup> La conversion en parités de pouvoir d'achat corrige les différences de niveaux de prix entre pays ainsi que les distorsions introduites par les taux de change des monnaies. Elle permet de mieux comparer des économies de niveaux de développement différents, au prix, cependant, d'une minoration des différentiels de sophistication, qui sont aussi un indicateur des différentiels de puissance, notamment sur le plan des technologies militaires. La conversion en parités de pouvoir d'achat a donc pour objectif de donner des ordres de grandeur bien plus que des classements indiscutables.
- <sup>17</sup> Cf. Pierre Buhler, « La montée en puissance de l'Asie », *Commentaire*, n° 111, 2005, : [http://coursenligne.sciences-po.fr/pierre\\_buhler/montee\\_puissance\\_asie.pdf](http://coursenligne.sciences-po.fr/pierre_buhler/montee_puissance_asie.pdf)
- <sup>18</sup> A.F.K. Organski, *World Politics*, Knopf, New York, 1958, p. 437.
- <sup>19</sup> H. Le Bras, op. cit. p. 87.